

SURCHARGE ET DÉSORGANISATION

ANALYSE CGT DES RÉUNIONS CSE D'OCTOBRE ET DE NOVEMBRE 2025

Situation économique et sociale

La direction utilise un discours anxiogène pour légitimer le Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), les restructurations et la pression sur les salarié·es. Le Comité social et économique (CSE) se contente d'enregistrer les informations sans questionner ni la stratégie, ni la cohérence des chiffres, ni leur sincérité. Derrière les chiffres annoncés, Info'Com-CGT constate une opacité persistante.

Info'Com-CGT revendique : une transparence totale sur les choix stratégiques et leurs impacts, avec la diffusion d'informations fiables et chiffrées permettant au CSE de jouer pleinement son rôle.

Organisation et réorganisations

Depuis des mois, la direction affirme que « la transformation est en cours », sans plan clair. La baisse des effectifs liée aux PSE et aux départs non remplacés provoque une explosion des charges de travail, notamment au pôle création. La désorganisation est généralisée : procédures dépassées, absence de processus clairs, parcours d'intégration inexistant. Cette réorganisation se fait au détriment des salarié·es, et le risque psychosocial, pourtant évident, reste ignoré.

Info'Com-CGT revendique : la présentation d'un plan clair de réorganisation, la consultation des salarié·es et leur participation à la co-construction de l'organisation, ainsi qu'une prévention effective des risques psychosociaux.

Masse salariale et recours aux travailleurs indépendants

La direction prétend que la masse salariale est « trop élevée », alors que les effectifs ont diminué. Parallèlement, le recours aux travailleuses et aux travailleurs indépendant·es augmente fortement. Les méthodes de travail restent archaïques : outils inadaptés, matériel insuffisant, absence de formation.

Info'Com-CGT rappelle : la rentabilité se construit avec une organisation efficace, une formation solide et des outils adaptés. Les travailleuses et travailleurs indépendant·es ne doivent pas devenir une variable d'ajustement.

Augmentations salariales : opacité et injustice

Le procès-verbal de la réunion de novembre 2025 recense 28 décisions d'augmentation attribuées en octobre, sans aucune précision sur les critères appliqués ni sur les salarié·es concerné·es, alors même que plusieurs augmentations pourtant promises n'ont jamais été accordées.

Info'Com-CGT dénonce : un système arbitraire, opaque et démobilisant, qui fragilise la confiance envers la direction. Le délégué syndical CFDT interroge la

direction sur le nombre d'augmentations attribuées par service en octobre, alors qu'il est mandaté par son syndicat pour toutes les négociations, y compris salariales, et qu'il devrait disposer de ces informations pour les communiquer aux salarié·es via les tracts syndicaux.

Outils de contrôle : RTO et Timelock

RTO (connexion Wifi) et Timelock renforcent le contrôle du temps et de la présence, justifiés par une « difficulté économique ».

Pour Info'Com-CGT : il s'agit d'une politique de surveillance et non de gestion. Le CSE n'exige ni expertise indépendante, ni analyse juridique ou sociale, ni clarification sur les conséquences pour les salarié·es « insuffisamment présents ».

Studio XR : investissement coûteux et peu utilisé

Le PV vante un usage « maximal » du studio immersif XR, alors que le terrain montre une utilisation très faible pour un coût journalier de près de 9 500 €. La communication embellit la réalité.

Info'Com-CGT dénonce : l'absence de pilotage financier sérieux et la présentation trompeuse de cet investissement.

Risques psychosociaux : alertes ignorées

Des cas d'épuisement professionnel sont signalés. La surcharge, l'absence d'organisation et la pression constante, associées à des discours culpabilisants, constituent un environnement dangereux. Aucune mesure de prévention concrète n'est mise en place et le CSE reste inactif.

Conclusion

La situation chez Prodigieux se caractérise par une désorganisation profonde, un manque de transparence sur la stratégie et les salaires, et une souffrance accrue dans les équipes. Des investissements discutables sont présentés comme des réussites, tandis que le contrôle sur les salarié·es s'intensifie.

Avec les prochaines élections professionnelles, c'est le moment de redonner du poids au CSE et de choisir des représentant·es qui agiront réellement pour les salarié·es. Il est essentiel de construire ensemble le CSE que nous méritons et qui saura protéger nos conditions de travail, notre reconnaissance et notre sécurité.

Nos droits, notre CSE, notre voix !

